

## Discours de Serge Ménard

### Assemblée d'investiture du Parti Québécois de la circonscription de Laval-des-Rapides

XX mai 1998

Cela fera 5 ans en septembre que vous m'avez choisi pour représenter le Parti Québécois dans le comté de Laval-des-Rapides. Cela fera également 4 ans que notre parti a pris le pouvoir. J'étais alors surtout connu par les mauvais coups de mes clients plutôt que par mes bons coups. J'espère que vous estimez que cela a changé un peu. Beaucoup même.

Je n'ai jamais eu à maintenir un tel rythme de travail pendant aussi longtemps. Si je dois qualifier d'un seul mot ce que c'est que « gouverner », le premier mot qui me vient à l'esprit, c'est « compliqué ». Mais enfin c'est comme le chinois, ça s'apprend.

Je suis fier d'avoir fait partie de deux équipes ministérielles dirigées par deux hommes extraordinaires dont j'ai beaucoup appris et qui m'ont fait confiance. Je les ai beaucoup apprécié tous les deux même s'ils sont bien différents.

Monsieur Parizeau a sûrement été moins populaire que M. Bouchard mais il avait la trempe des grands chefs d'État, de ceux que l'on apprécie le plus au moment où l'on doit traverser des passages difficiles ou délicats de notre histoire. Je suis convaincu que si les résultats du référendum avait été différents, les québécois auraient considérablement apprécié M. Parizeau. C'était pour nous, ses ministres, un excellent « coach ». Je peux vous dire que les actions qui m'ont rendu le plus populaire, c'est M. Parizeau qui m'a envoyé les faire et même quand une des premières a mal démarré, il m'a convoqué pour me dire que j'avais bien fait, de ne pas me décourager, de retourner..... à Oka. Vous connaissez la suite. C'était un grand chef. Et le Québec lui doit beaucoup.

Bouchard aussi est un grand chef. Même si c'est d'une façon totalement différente. Doué d'une capacité de travail hors du commun et d'une grande intelligence, il a surtout un instinct politique extraordinaire. Il sait sentir son peuple et il se sert de cet instinct non pas pour se maintenir populaire mais pour emmener ses concitoyens à décider d'eux-mêmes et à accepter de s'imposer dans l'immédiat les sacrifices nécessaires pour s'assurer un meilleur avenir. C'est ainsi que, plébiscité à ses fonctions par une vague de popularité sans précédent dans l'histoire du Québec, il s'en est servi pour rassembler toutes les forces vives de la nation autour de deux grands objectifs difficiles et nécessaires : l'atteinte du déficit zéro en l'an 2000 et le maintien de la réforme de la santé.

Son seul objectif en politique, c'est d'emmener le peuple du Québec à être prêt économiquement, à être assez confiant en lui-même pour réaliser la souveraineté du Québec. Nous parlerons tout à l'heure de ce qu'il a en face de lui.

Le comté de Laval-des-Rapides est un comté essentiellement métropolitain. On vient de partout pour y travailler. Quand on l'habite, on n'a aucune objection à chercher son gagne-pain dans l'ensemble de la métropole. Quand on vote à Québec, on pense d'abord à l'intérêt général et on vote pour ceux ou celles qui croit-on nous donneront le meilleur gouvernement. J'ai toujours cru que lui faire honneur était important et lui faire honneur, c'était travailler à cela : s'assurer que dans l'intérêt général, nous ayons le meilleur gouvernement.

Je crois aussi avoir été assez présent dans mon comté, beaucoup plus en tout cas que mon prédécesseur immédiat, un libéral qui n'avait aucune responsabilité ministérielle.

J'ai donc beaucoup appris pendant ces derniers quatre ans. J'ai acquis une assez grande expérience. Je me sens plein d'énergie et j'ai encore le goût de servir et de faire servir ces connaissances et cette expérience durement et encore récemment acquises. Si vous me faites confiance, je suis prêt à continuer.

C'est une équipe à qui je dois beaucoup qui m'a permis d'avoir une présence efficace dans mon comté. J'aimerais vous les présenter. D'abord, au premier chef, celui qui fût le premier à m'y accueillir, qui m'a permis d'y faire un atterrissage en douceur et qui connaît le comté comme le fond de sa poche, qui a même fait un petit détour en politique municipale, mon ami Jean Polloni.

Au moment de notre prise de pouvoir, nous avons trouvé les affaires de l'État dans une bien piètre condition. Un déficit record, une dette qui s'était alourdie du double au cours des cinq dernières années même si ces années en avaient été de prospérité économique, des réformes nécessaires qui n'avaient pas été entreprises à temps comme dans le domaine de la santé, en somme l'on avait beaucoup souffert de l'indécision.

Dans le domaine restreint qui m'avait été confié, j'ai été stupéfait de constater qu'on n'avait pas encore osé appliquer la loi, une loi qui pourtant avait été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale, celle qui établissait que les vidéo-poker ne relèverait que de Loto-Québec. Le Québec appliquait ainsi sa philosophie : s'il fallait permettre le jeu, les profits qui en découlent devaient être à l'avantage de tous. Ils servent ainsi dans une proportion de 65% à la Santé et à l'Éducation.

J'obtins de M. Parizeau un budget spécial de 9 M\$. En quelques semaines, le Québec était nettoyé de tout ce qui tournait illégalement. Je me souviendrai toujours de la force des lobbies et de leur influence même sur nos propres députés. La résistance était à la mesure des profits réalisés illégalement. On m'avait annoncé que Loto-Québec ne serait jamais capable de gérer ce genre de commerce. Eh bien, la première année, cet organisme d'État devait réaliser un bénéfice de 90 M\$ sur ces machines, la deuxième 180 M\$ et actuellement, 220 M\$ *(à confirmer avec le ministère des Finances)*

Aujourd'hui peu de gens se souviennent des débats orageux qui ont entouré la mise en vigueur de cette mesure. J'en ai tiré d'utiles leçons pour savoir mesurer le type de résistances qu'il faut savoir affronter quelque soit leur force. J'apprendrai plus tard, celles dont on doit prendre la juste mesure même si elles semblent au début bien anodines. Ça doit être cela l'apprentissage de l'instinct politique.

D'autres réformes bien plus essentielles et bien plus difficiles attendaient mes collègues. Au premier chef, celle de la Santé. D'abord elle était nécessaire en elle-même. Le virage ambulatoire est rendu possible par les progrès de la médecine où des équipements de plus en plus sophistiqués et de plus en plus chers permettent des techniques d'intervention beaucoup moins traumatisantes et donc des séjours à l'hôpital beaucoup moins longs. C'est aussi bien préférables pour les malades qui préfèrent retourner chez eux, dans leurs affaires aussi tôt qu'ils peuvent le faire sans danger.

On ne pouvait en même temps continuer à investir dans les équipements les plus modernes et les plus chers pour garder notre médecine à l'avant-garde et se payer autant de lits qui deviendraient inutiles. Mais cette réforme hélas, nous allions devoir la conduire avec des ressources moindres à cause de la diminution des paiements de transfert.

Vous avez sûrement entendu souvent l'expression « paiement de transferts » sans vraiment en mesurer toute la portée. Le régime canadien est non seulement fédéraliste, c'est un drôle de fédéralisme. Le gouvernement fédéral taxe régulièrement plus que ce dont il a besoin pour exercer les juridictions que lui donne la constitution. Il se retrouve donc avec des tas

d'argent à dépenser dans d'autres domaines. Une partie de cet argent est redistribuée aux provinces pour qu'elles assument des responsabilités qui sont les leurs à certaines conditions. Dans un fédéralisme normal, les provinces taxeraient pour assumer leurs responsabilités et le fédéral pour assumer les siennes car au fond cet argent provient du même contribuable.

Mais comme le fédéral taxe déjà, il est difficile d'augmenter plus le fardeau fiscal du contribuable. D'autant plus que si les provinces le faisaient pour refuser l'argent que le fédéral lui offre déjà pour l'aider à assumer l'une de ses responsabilités (la santé par exemple), cela voudrait dire que ces citoyens paieraient pour la santé des citoyens des autres provinces sans recevoir l'équivalent.

Quand le fédéral a décidé de s'attaquer au problème de son déficit, il l'a fait largement en coupant les fonds qu'il avait obtenu en taxant ainsi les contribuables pour des responsabilités qui ne sont pas les siennes. En coupant les paiements de transfert, il nous a privé d'argent qui avait été perçu pour être utilisé en santé ou en éducation alors qu'elles ont plutôt servi à éponger la dette fédérale. C'est plus de 3,5 MM\$ dont nous avons ainsi été privé. Cette façon de faire a été dénoncée par toutes les provinces canadiennes et même par Jean Charest lorsqu'il était chef du parti conservateur.

Quand les électeurs chercheront quelqu'un à blâmer pour les coupures dans le domaine de la santé, il faudra qu'il y ait parmi vous des militants pour leur expliquer avec clarté ceux qui en sont vraiment responsables.

Dans ces conditions, il est assez remarquable que le taux de satisfaction de ceux qui ont à utiliser les services de santé soit de 85 à 90%. Dans des conditions difficiles et malgré le retard qu'avait pris le gouvernement qui nous a précédé, nous allons réussir à conserver aux québécoises et aux québécois non seulement l'un des meilleurs systèmes de santé au monde mais aussi l'un des plus accessibles et des plus égalitaires.

La lutte au déficit s'est avérée une nécessité qu'aucun ministre n'avait souhaité. Rien de plus déprimant que de gérer la décroissance. Toutefois, nous ne pouvions continuer à emprunter comme le faisait le gouvernement antérieur sans hypothéquer lourdement l'avenir de la jeune génération et les pensions de la moins jeune. Il fallait absolument arrêter d'acheter notre épicerie à crédit.

Lors de notre prise de pouvoir, nous nous sommes retrouvés dans la situation d'un individu qui irait voir son banquier en lui disant : « *Voyez-vous, je gagne 36 000 \$ par an, j'en dépense 42 000 \$. Je vous en dois encore 60 000. Voulez-vous m'en prêter encore plus?* » Le pire, c'est que la réponse est : oui, mais à quel taux ? Ajoutez six zéros derrière ces chiffres et vous avez la situation du gouvernement du Québec en 1994. 36 MM\$ de revenus, 42 MM\$ de dépenses et 60 MM\$ de dettes. Beaucoup de nos amis qui se préoccupent des grandes valeurs sociales nous ont reproché ce qu'ils ont parfois appelé notre obsession du déficit zéro, notre obsession de la cote de crédit.

La cote de crédit voyez-vous, c'est ce qui détermine le taux d'intérêt que nous allons payer sur notre dette. Et l'intérêt, c'est de l'argent que nous allons percevoir des contribuables mais que nous ne pourrions leur retourner en services ou en bénéfices. Et ceux qui nous prêtent en se fiant ainsi aux cotes de crédit, ce sont plus souvent qu'autrement, les gestionnaires des grandes caisses de retraite des travailleurs. S'ils ne s'y fiaient pas tant, peut-être serions-nous moins obsédés. Notre obsession est née de la nécessité.

Mais quand même les seuls banquiers qui voudraient nous prêter ne seraient pas aussi sympathiques que ceux qui gèrent les fonds de pension des travailleurs, il y aurait peut-être lieu de garder en mémoire ce proverbe haïtien que nous rappelait récemment avec à propos

notre ministres des finances, l'ancien député de ce comté, Bernard Landry : Il ne faut pas injurier les caïmans avant d'avoir traverser la rivière.

L'atteinte du déficit zéro ne signifie pas que nous n'avons plus de dette. Cela signifie simplement qu'à même les taxes que nous percevons durant l'année, nous en avons assez pour payer toutes nos dépenses de biens et services ainsi que les intérêts sur la dette que nous avons accumulé jusqu'à présent. Cela signifie quand même pour un gouvernement social-démocrate comme le nôtre que nous avons redonné à l'État son pouvoir d'intervenir dans l'économie, cela signifie pour nous souverainistes que nous pouvons accéder à la souveraineté sans déficit avec d'autant plus de confiance dans nos capacités.

Dans ces circonstances difficiles, il était aussi admirable que nous menions à bien une importante réforme de l'éducation. Avant de produire ses effets, cela prend nécessairement quelque temps puisqu'il faut d'abord changer les programmes, préparer les manuels, s'assurer que les professeurs connaîtront bien les nouveaux programmes et finalement fixer le tout au début de l'année suivante.

A la fin de l'exercice présentement en cours, les élèves reviendront plus aux matières de base comme le français, les mathématiques, l'histoire (oui, élève Charest, l'histoire, afin de ne pas répéter les erreurs du passé, que l'on sache vraiment à quel point la survie du français au Canada dépend de la protection que lui ont accordé nos bons amis canadiens anglais) mais aussi l'apprentissage d'une langue seconde et si possible d'une troisième. De plus, ceux qui auront du talent pour les métiers techniques et qui sont allergiques au cour magistral, pourront par des stages en entreprise qui alterneront avec leur apprentissage théorique se préparer adéquatement à occuper les postes ouverts à la main d'œuvre qualifiée dont l'économie de demain aura besoin et obtenir leur diplôme en passant de l'école au travail et du travail au collège avec d'autres stages en entreprise.

On pourrait parler de bien d'autres réformes comme celle de la police, des prisons, de la justice, des mesures fiscales intelligentes qui font du territoire du Québec le meilleur endroit pour les entreprises qui consacrent une partie importante de leurs profits à la recherche et développement, de l'assurance médicaments qui protège plus d'un million et demi de nouveaux québécois, principalement membres de jeunes familles, de la loi sur l'équité salariale.

Je crois que nous avons bien gouverner dans des circonstances difficiles et que le peuple aura plus confiance en nous pour distribuer plus équitablement les bénéfices de finances saines qu'en un parti où le principal trait d'union, c'est l'intérêt.

Forts de ce bilan et surtout de la façon dont nous avons réussi à faire accepter les décisions les plus difficiles qui s'imposaient, équitablement et sans diminuer aucune catégorie de travailleurs et de travailleuses, nous voguions allègrement il y a encore quelque temps vers une victoire facile et un deuxième mandat.

Puis vînt la démission de Daniel Johnson .....et ce qui s'en suivit. Il faut bien le reconnaître, ces événements ont bousculé l'échiquier politique. D'une certaine façon, ces événements constitue pour nous, un mal pour un bien.

Nous constituons un parti d'idées et nous avons les défauts de nos qualités. Nous discutons beaucoup et nous avons un certain penchant pour nous diviser. Nous avons peut-être perdu d'un coup certains éléments fédéralistes que notre bonne gestion économique avait séduit et qui étaient prêts pour cette unique raison à nous faire confiance mais nous sentons je crois maintenant la nécessité de revenir à l'essentiel qui nous unit.

Mais avant d'examiner cet essentiel, examinons la tornade qui s'est abattue sur le Québec et qui durera probablement ce que dure les tornades. Et nous avons le temps.

Jean Charest avait une grande ambition, celle de devenir un jour premier ministre du Canada. Mais il a été piégé. Il a dû se rendre à l'évidence que s'il ne répondait pas à l'appel qui lui était lancé, le Canada anglais ne lui pardonnerait jamais de ne pas avoir tenté de « sauver le Canada » et ses chances de réaliser son ambition devenaient nulles.

Ses hésitations du début, immédiatement après la démission de Daniel Johnson indiquent très bien que Québec n'était pas son premier choix et qu'il devait temporairement espérer-t-il faire son deuil de sa première grande ambition.

Il fût appelé comme un sauveur par l'ensemble du Canada anglais et des fédéralistes québécois les plus actifs pour vendre le Canada aux Québécois.

Il arrive sans aucune préparation pour ce poste et avec comme seuls outils ses talents d'orateur.

Certains seront peut-être tenté de me dire que Lucien Bouchard est aussi arrivé au poste de premier ministre du Québec sans plus de préparation. Ce serait oublié une bonne partie de la carrière antérieure du premier ministre. Pendant des années, il a été le principal négociateur du gouvernement du Québec avec les syndicats de la fonction publique québécoise. Il avait donc une connaissance approfondie, jusque dans ses moindres détails de cette fonction publique. Il avait aussi nécessairement une connaissance intime de la capacité financière du gouvernement à cause des contacts quotidiens avec le Conseil du trésor et des nombreux choix budgétaires qu'un tel poste implique. Cela lui a permis d'acquérir une expérience du fonctionnement du gouvernement du Québec qui équivaut à un passage à la tête de plusieurs ministères.

Je suis convaincu que cette expérience a été essentielle à la réussite de la façon québécoise de poursuivre l'objectif nécessaire du déficit zéro. En appelant et en obtenant l'adhésion de toutes et de tous mais au premier chef, des membres de la fonction publique dont la très grande majorité sont dévoués et compétents et ne correspondent aucunement aux préjugés faciles que l'on entend trop souvent. Quelle différence avec la façon d'agir d'un Ralph Klein ou d'un Mike Harris ou même du gouvernement fédéral. Dans l'atteinte de cet objectif, personne n'a été humilié, aucun groupe n'a été dressé contre les autres, tous ont été traités avec respect, tous ont été appelé à collaborer à la recherche de la solution, de sorte qu'au bout du compte, au Québec, nous sommes en train d'atteindre cet objectif qui s'est imposé à plusieurs autres gouvernements, de la façon la plus équitable et la plus consensuelle.

J'ouvre une parenthèse : si la première qualité que devrait avoir le prochain premier ministre du Québec, c'est d'être rassembleur, ça ne vous tente pas de continuer avec celui qu'on a !

Mais je reviens à mon propos qui était d'abord de comparer la préparation qu'a Jean Charest avec celle qu'avait Lucien Bouchard avant d'aspirer au poste de premier ministre du Québec. Il faut aussi comparer la qualité de leur vie publique antérieure. Et là, disons que pour être le plus poli possible, je dirai d'abord qu'elle ont été..... différentes.....et je vous laisse poursuivre vous même cette comparaison en votre for intérieur. Ainsi, je resterai poli.

Jean Charest a donc répondu à l'appel qui lui a été lancé et aspire maintenant à un poste qu'il n'a jamais voulu et pour lequel il ne s'est jamais préparé. Mais pour « sauver » le Canada, pour le vendre aux Québécois, on ne lui a rien donné. On compte uniquement sur ses talents d'orateur. Le Canada que Jean Charest doit tenter de vendre aux québécoises et aux québécois, c'est le Canada tel qu'il est, sans aucun changement. On ne lui a même pas

dit : « *Jean, si tu vas à Québec comme nous te le demandons, nous sommes prêts à appliquer le programme que tu avais élaborer au parti conservateur après l'échec de Meech.* », un projet tellement insignifiant que vous en avez probablement tous oublié le contenu. C'était quelque chose entre Meech et Charlottetown.

Remarquez que c'est peut-être aussi bien ainsi !

A peine y a-t-il eu cette timide proposition du premier ministre de la Saskatchewan de proposer qu'avec Jean Charest comme premier ministre, il pourrait envisager de rouvrir les discussions constitutionnelles. Il fût vite rabroué par les autres. Dans son état d'esprit actuel, le Canada anglais n'est ouvert à aucune concession à l'égard du Québec. Et puis, les discussions constitutionnelles au Canada, on sait le temps que ça prend et où ça mène.

Donc voter pour Jean Charest, c'est voter pour le Canada tel qu'il est, pour le statu quo. Cela signifie que tous les efforts qui ont été fait pour changer le Canada ont été vains. Qu'il faut se contenter de ce que nous avons. Ce sera l'assimilation lente et sans douleur et en attendant, le même statut d'infériorité. Infériorité politique d'abord : le Québec, une province comme les autres, comme l'Île-du-Prince-Édouard ou Terre-Neuve ; ensuite, infériorité économique pour la plupart de ceux qui ici comme ailleurs au Canada voudront garder à leurs enfants le français comme langue maternelle.

Et en prime, on continuera à nous dire que c'est nous qui sommes responsables de notre infériorité économique. Jean Charest a d'ailleurs commencé à reprendre ce refrain. L'écart entre le taux de chômage du Québec et celui de l'Ontario, on le doit selon lui à l'instabilité politique. Élisons-le et cet écart disparaîtra. C'est le genre d'affirmation fausse qui pour un bon fédéraliste se passe de démonstration. Il me semble que pour soutenir une telle proposition, on devrait au minimum regarder si dans le passé, lorsque la « menace » d'un référendum sur la souveraineté n'existait pas, le taux de chômage était différent. Eh bien, depuis cinquante ans, l'écart est le même. En fait, il a commencé à diminuer depuis que le Parti québécois est au pouvoir.

Ce refrain ressemble tellement à ceux qu'on nous a toujours chanté pour nous faire accepter notre statut d'infériorité économique. Quand j'étais jeune, on l'expliquait ainsi : ce n'est pas que vous êtes moins intelligents que nous (déjà, c'était rassurant), vous faites de grands avocats, de grands médecins et de bons prêtres, mais vous ne vous intéressez pas assez aux affaires. On oubliait de nous dire que pour progresser dans les grandes entreprises qui étaient déjà toutes contrôlées par des capitaux anglophones, il fallait être francs-maçons, que l'accès au capital était beaucoup plus difficile aux francophones qu'aux anglophones, qu'à l'intérieur du milieu des affaires, il y avait beaucoup de sentiments anti-francophones. A ce sujet, j'avais trouvé très intéressante l'histoire de Paul Desmarais dans le livre de Peter Newman « *The Canadian Establishment* ». Il est clair qu'on a bloqué sa tentative d'acquérir la compagnie Argus qui est le holding financier le plus puissant du Canada pour la seule et unique raison qu'il était canadien-français. Il en a retenu que s'il voulait demeurer bon deuxième, il était mieux d'être fédéraliste. Comme bien des financiers, son cœur est dans sa poche.

Cela fait longtemps que l'on veut nous faire oublier que tout ce qui s'est construit de gros au Canada a toujours bénéficié de l'aide de l'État sous une forme ou sous une autre : les compagnies de chemin de fer, les banques, l'industrie automobile dont dépend l'économie de l'Ontario pour 25%. Et évidemment que la majorité s'est servie avant de servir la minorité. Nous faire oublier aussi que quand Montréal était la métropole du Canada et donc sa ville la plus riche, cette richesse était pour la plus grande part possédée par les anglophones.

Mais revenons à Jean Charest. On dit parfois de lui qu'il est un bon communicateur. Personnellement, je n'en suis pas si sûr. Je crois plutôt qu'il n'est qu'un bon orateur ou un

bon vendeur. Jacques Parizeau était un bon communicateur. Quand on l'écoutait, on apprenait quelque chose. Il nous faisait comprendre des réalités difficiles. Mais Jean Charest répète plutôt avec beaucoup de conviction des slogans. Ses images ne nous apprennent rien mais font beaucoup d'effet au moment où il les dit.

Prenons par exemple celle qu'il a trouvée pendant le débat des chefs tenu en français lors de la dernière campagne électorale fédérale. Jean Chrétien tentant d'expliquer que la lutte au déficit avait peut-être été dure mais qu'on allait bientôt atteindre le but et que nous en verrions les avantages, avait utilisé une vieille image en parlant de la lumière que l'on voit au bout du tunnel. Jean Charest lui répond en le regardant droit dans les yeux : ce n'est pas la lumière que le premier ministre voit au bout du tunnel mais le blanc des yeux des électeurs qui l'attendent. Remarquable répartie, mais qu'est-ce que ça veut dire ? Que les électeurs attendaient Jean Chrétien au bout du tunnel et qu'ils allaient lui donner toute une raclée. On connaît la suite.

Déjà depuis son arrivée sur la scène politique québécoise, il a commis quelques bourdes sur la lutte au déficit mais surtout dans un élan d'enthousiasme sur la grande réconciliation que son élection apporterait, il a parlé de la protection que les canadiens anglais avaient assurée au français en Amérique du Nord. Quelle ignorance ! Mais elle est significative du genre de message qui est sa marque de commerce.

Lire un programme politique préparé par Jean Charest, c'est lire un ramassis d'idées à la mode du jour, le plus souvent conservatrice, sans aucun effort de réflexion ni de cohérence. C'est pourquoi, je crois qu'il ne durera pas. Ses talents d'orateur lui font faire des premiers pas spectaculaires mais il n'a pas la profondeur pour durer très longtemps. C'est d'ailleurs ce qui lui est arrivé dans toutes les campagnes qu'il a dirigé dans le passé.

Je crois donc que nous avons le temps et surtout un chef qui est bien supérieur à tout ce qu'il a affronté jusqu'à présent. Imaginez si Kim Campbell a pu battre Jean Charest, ce que pourra faire Lucien Bouchard.

Le message simpliste sera à peu près le suivant : disons au reste du Canada que nous avons abandonné toute idée de réforme, que nous aimons le Canada tel qu'il est et vous verrez, il se mettront à investir ici, l'économie ira mieux et nous serons enfin égaux. Quant à moi, il me semble que cette expérience a été faite pendant plus de cent ans. A moins d'en conclure que notre état d'infériorité économique est dû à un facteur génétique, il est temps d'essayer autre chose, d'essayer la voie qu'ont suivi tous les peuples qui ont pu le faire, la voie de la souveraineté.

Mais il reste que l'arrivée d'un nouveau chef libéral doit nous emmener à nous unir.

J'ai toujours cru que l'union des forces souverainistes devait se faire autour d'une seule grande idée, la souveraineté. C'est vrai maintenant plus que jamais. Il est temps de dire ce que nous sommes et de répondre systématiquement à tous ceux qui cherchent à nous faire passer pour ce que nous ne sommes pas. Nous sommes souverainistes, nous ne sommes pas séparatistes.

Entre la souveraineté et la séparation, il y a une différence que tout le monde au Québec comprend très bien pendant les périodes référendaires et qu'il faut répéter aussi souvent que ce sera nécessaire : la différence entre la souveraineté et la séparation, c'est le partenariat.

Notre mouvement ne cherche pas à détruire un pays, il cherche à construire un pays.

Il n'y a pas de haine dans notre démarche. Nous ne détestons ni le Canada ni les Canadiens, ce que nous n'aimons pas, c'est la constitution actuelle du Canada. Cela fait plus

de cinquante ans que tous les premiers ministres du Québec en sont venu à cette conclusion : la constitution du Canada doit changer. Jean Charest s'il était élu, serait le premier des premiers ministres québécois à ne pas partager cette opinion.

Mais comme il est impossible de changer la constitution canadienne, nous en sommes tous et toutes venus à la conclusion qu'il fallait poursuivre la voie de la souveraineté. Cette conviction nous y sommes souvent venus à des moments différents et parfois de façon différente.

Il est bon de se rappeler l'histoire de notre propre parti. C'est la fusion du Rassemblement pour l'indépendance nationale, du mouvement Souveraineté-association et du Rassemblement national qui a donné naissance au Parti québécois. Tous ces souverainistes avaient parcouru des chemins bien différents. Unis, ils ont continué à cheminer mais ensemble.

Beaucoup d'entre eux n'en voulait pas aux Canada ni aux Canadiens. Ils étaient convaincus que c'était le système qu'il fallait changer. Constatant qu'encore beaucoup de québécois demeuraient attachés au Canada et à certaines valeurs qui distinguaient ce pays des États-Unis, ce qu'ils comprenaient d'autant plus facilement que plusieurs avaient souvent partagé les mêmes rêves généreux, ils ont élaboré et développé cette fois, tous ensemble, le concept de souveraineté-association.

Pour le dernier référendum, pour des raisons semblables, nous avons proposé le concept très voisin de la souveraineté accompagné d'une offre de partenariat.

C'est une formule plus simple qui correspond parfaitement au désir de la majorité des Québécoises et des Québécois. Nous en avons eu la preuve au dernier référendum.

En effet, le résultat final fût de 50,4 % pour le non et de 49,6 % pour le oui. Il faut analyser ces résultats à la lumière de la campagne qui a été faite. Nous sommes partis perdants. Monsieur Parizeau, malgré son ouverture d'esprit, était perçu comme un partisan de la sécession pure et simple et le partenariat proposé comme une astuce. Les sondages du début prédisaient une défaite du oui. L'histoire calomnieuse du homard a fait son petit effet.

Et puis tranquillement et avec l'arrivée en scène de Lucien Bouchard, nous avons martelé que le partenariat était possible. L'une de nos affiches illustrait que Oui, l'on pouvait garder le dollar canadien, M. Bouchard expliquait comment Jean Chrétien après une victoire du oui serait bien forcé de se mettre à la table de négociations sous la pression des grands créanciers de l'État fédéral. Il faut se souvenir que la dette du Canada, ce n'est pas le peuple canadien qui en est légalement le débiteur, c'est le gouvernement canadien et non le gouvernement québécois. Mais nous sommes responsables et nous sommes prêts à assumer notre juste part de cette dette.

Après une victoire du oui, une fois le premier mouvement de mauvaise humeur passé, le Canada saurait bien lire la question telle que posée, en tirer les conséquences, constater notre sens des responsabilités, comprendre tous les avantages qu'il y aurait pour eux à ce que nous établissions un véritable partenariat sur la base de la souveraineté des deux peuples fondateurs. Et la pression des créanciers forcerait le Canada à s'asseoir avec le Québec pour négocier.

Je ne crois pas que nous ayons convaincu tous ceux qui souhaitaient la réalisation de ce scénario car nous n'étions évidemment pas seuls à faire campagne. Toute la campagne du non se faisait elle sur le mot « Sépa-ration » bien séparé par le milieu. Jamais le Canada n'accepterait de négocier un partenariat avec le Canada. Il fallait choisir entre la séparation et le Canada. Jean Chrétien lui-même tonnait qu'un vote pour le oui signifiait la séparation.

Dans ces conditions, on peut affirmer avec certitude que tous ceux qui sont des souverainistes inconditionnels et une partie de ceux qui désirent que la souveraineté soient accompagnée d'une offre de partenariat ont voté pour le oui. Mais parmi ces derniers, certains ont été convaincu que le partenariat était impossible et ils ont joints leur vote à tous ceux qui sont satisfaits du régime actuel. Si on additionne aux souverainistes inconditionnels tous ceux qui souhaitaient le partenariat ceux qui l'ont cru possible comme ceux qui ne l'ont pas cru possible, cela donne la majorité.

Notre option fondamentale, la souveraineté accompagné du partenariat, représente donc le choix de la majorité. Même si parfois les sondages nous révèlent une baisse de cette option, dans une campagne où les véritables enjeux seront clairement définis, pour défaire cette option, il faut ou bien la faire passer pour ce qu'elle n'est pas, ou bien convaincre une partie de la population que sa réalisation est impossible.

Il ne faut jamais oublié qu'à cause de la façon dont ils sont conduits, les sondages ne peuvent représenter que la somme d'opinions superficielles.

Qu'est-ce que la souveraineté, cette grande idée qui unit tous les membres du Parti québécois ?

C'est M. Parizeau qui la définissait le mieux : La souveraineté, c'est toutes les lois, toutes les taxes et la personnalité internationale.

Et qu'est-ce que le partenariat, cette grande idée qui nous unit à la majorité du peuple du Québec ?

C'est tout ce qu'ensemble, Québécois et Canadiens, nous voudrions y mettre, tout ce que nous trouverons avantageux d'y mettre.

Cela commencera sûrement par la liberté de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Cela pourra continuer avec la monnaie et plusieurs sujets d'ordre économiques.

Cela pourra comprendre bien des sujets où les valeurs que nous partageons nous distinguent des Etats-Unis. J'en donne quelques exemples : je crois que nous avons à l'égard des armes à feu une attitude différente des américains et bien meilleure. Il sera normal que cela se traduise par des mesures communes. D'ailleurs dans le domaine plus général du droit criminel, je ne sens chez nous aucun engouement pour le système français. Le système canadien que nous avons d'ailleurs déjà pratiquement incorporé dans le droit pénal particulier au Québec me semble aussi un sujet d'entente réciproque. C'est une adaptation du système anglais qui est bien meilleure que celle que les Américains en ont fait.

Face à la maladie, nous partageons avec la majorité des Canadiens l'opinion que nous sommes tous égaux. A moins qu'un gouvernement réformiste ne viennent vouloir établir un système de santé à deux vitesses, l'une pour les riches et l'autre pour la masse des moins riches, je crois que nous voudrions probablement garder des systèmes compatibles.

Dans un véritable partenariat basée sur la souveraineté des partenaires, on pourrait très bien partager avec le reste du Canada même des sujets qui sont actuellement de juridiction provinciale parce que la souveraineté nous permettrait toujours après avoir donné un avis dans des délais raisonnables et convenus d'avance, de nous retirer d'une entente particulière qui ne nous donnerait pas les bénéfices escomptés.

Certains voudront nous répondre que ce que nous voulons, c'est garder tous les avantages du Canada sans en accepter les inconvénients.

Erreur. Nous sommes prêts à ne partager que ce qui serait à l'avantage mutuel des deux partenaires.

Le partenariat, c'est une formule où l'on recherche continuellement des ententes gagnant-gagnant. Quand on s'entend, on a les mêmes lois, quand on ne s'entend pas, on a des lois différentes. Comme ça, on n'a jamais de chicane. Le partenariat, c'est l'harmonie.

Ce n'est pas comme le fédéralisme qui est la chicane perpétuelle, institutionnalisée, constitutionnalisée. « Tu te mêles de mes affaires, c'est pas de ta juridiction, tu taxes plus que t'en as besoin pour venir dépenser dans ma cour. Je veux ma visibilité sur tes chèques. Tu caches mon drapeau. T'as pas d'affaires à parler après moi. »

La plupart de ces chicanes ont trait à des conflits de juridiction et au fait qu'un gouvernement vienne se mêler de la juridiction de l'autre. Remarquez que j'ai beau creuser ma mémoire, j'ai peine à me souvenir d'une chicane qui ait commencé parce qu'un gouvernement provincial ait tenté de se mêler de sujets qui étaient de compétence fédérale. Ça doit être plutôt rare.

C'est peut-être ce qui donne au fédéralisme canadien son caractère distinct ou unique.

Les Québécois qui n'aiment pas la chicane reconnaîtront bien vite lorsqu'ils auront étudié un peu la question, que le fédéralisme, c'est la chicane et le partenariat, l'harmonie.

Conscient que nous avons élaboré une solution qui est celle qui convient le mieux à la majorité des québécois, il ne faut plus laisser mentir sur nous et notre option.

Nous ne sommes pas des séparatistes, nous sommes des souverainistes et la différence entre la séparation et la souveraineté, c'est le partenariat.

Quand nos adversaires nous traitent de séparatistes, c'est parce qu'ils veulent dire que nous sommes négatifs, que nous sommes destructeurs, que nous sommes haineux. Ils veulent faire peur. Ils veulent dire que nous voulons la fin d'un beau pays où nous sommes confortables. Alors que nous voulons bâtir quelque chose de mieux à partir de ce qui existe déjà, quelque chose de plus harmonieux, de plus respectueux des groupes qui composent cet ensemble. Et cela s'appliquera à toutes les minorités qui habiteront le Québec, qu'elles soient ici depuis des milliers, des centaines ou de quelques années.

Mais cette propagande comme toute propagande a des effets pervers. Alors qu'elle était d'abord destinée à convaincre les québécois que la souveraineté avec l'association ou avec un partenariat était impossible et qu'elle signifiait donc la séparation, voilà qu'elle suscite un mouvement de haine et de peur chez ceux qu'elle ne visait pas, les Canadiens anglais.

Ce qui vient d'arriver à Ottawa à propos de la nomination de David Levine au poste de directeur général de l'Hôpital de cette ville en est une démonstration. Stéphane Dion qui dit qu'il les comprend démontre bien qu'il ne comprend rien. Il faut dire qu'il est dans la position de l'incendiaire qui veut se faire pompier.

A force de clamer sur tous les toits que les souverainistes ne sont tous au fond que de méchants séparatistes qui veulent détruire le Canada, ils ont réussi à faire oublier à une bonne partie du Canada anglais le sens réel de la démarche souverainiste et la nature exacte des questions qui ont été posées aux deux référendums. On a semé la haine, c'est ce qu'on a récolté. On a voulu semer la peur, c'est aussi ce qu'on a récolté. Quand on sème ce

genre de propos à tous vents, ce genre de graines tombe dans tous les terrains et les plus fertiles ne sont pas nécessairement ceux qu'on avait prévus.

Mais pour bien montrer une fois de plus, que je ne ferai jamais le contraire de ce que je prêche, je m'empresse de dire que je crois que le conseil d'administration de l'hôpital qui a d'abord pris cette décision avant de la maintenir à l'unanimité est plus représentatif de ce dont est capable la majorité des Canadiens des autres provinces que les quelques gueulards qui se sont pointés pour la condamner, aux assemblées publiques qu'a suscité cette nomination.

Je crois qu'une fois que nous aurons exprimé clairement ce que nous voulons faire avec le Canada, ils se rendront compte rapidement du sens de la question posée, du sens de la réponse donnée, de notre sens des responsabilités, des valeurs communes que nous pouvons encore partager et des nombreux avantages mutuels qu'il y aura à s'entendre entre partenaires égaux.

Mais pour cela il faut leur dire ce que nous voulons et le plus clairement possible.

Pour leur dire, il faudra poser la question.

Pour poser la question, il faudra être réélu.

Pour être réélu, il faut s'en montrer digne, il faut se montrer ouvert, compréhensif et respectueux des gens.

Vous avez remarquer plus tôt que j'ai fait la distinction entre la grande idée qui nous unit tous au Parti québécois : la souveraineté et la grande idée qui nous unit, nous du Parti québécois, à la majorité : le partenariat.

Comme en 1994, nous devons être rassembleur. Nous devons démontrer que nous sommes capables d'offrir le meilleur gouvernement à toutes les Québécoises et à tous les Québécois, nous devons montrer que l'option fondamentale que nous préconisons, nous l'avons élaboré en tenant compte de l'opinion, de l'idéal, du rêve d'une majorité de Québécoises et de Québécois. Nous devons être prêts à accueillir en particulier toutes celles et tous ceux qui ont rêvé de bâtir au Canada un pays original où auraient fleuri côte à côte et fraternellement deux cultures basées sur les deux grandes langues de l'Occident, des langues qui ont permis la maîtrise de la science, de la philosophie, de la poésie, du théâtre, en somme de tout ce qui permet la civilisation, deux sociétés qui se seraient ainsi enrichis mutuellement, qui auraient aussi été plus ouvertes aux cultures des premières nations et des nouveaux arrivants. Nous devons être ouverts à celles et ceux que j'appelle les fédéralistes généreux.

Il faut leur faire comprendre que si ce rêve ne s'est pas réalisé, ce n'est pas parce qu'il n'a pas trouvé assez de support chez les francophones du Canada. Ils savent au fond que le plus puissant de ces peuples a voulu s'assurer qu'il serait le plus riche, puis, de plus en plus, le plus nombreux, qu'à une certaine époque, il n'avait que du mépris pour l'autre qu'il cherchait à assimiler, qu'il a bâti un système qui l'avantageait et qu'il n'a toujours voulu le transformer qu'à son avantage. Il ne nous reste qu'à les convaincre que nous poursuivons l'égalité des deux groupes dans un nouvel arrangement qui tient compte de l'attachement qu'ils ont encore pour ce rêve, pour les beautés de ce pays, pour les valeurs que nous partageons et que nous continuerons à partager, que cela est possible car la souveraineté rend les peuples égaux même s'ils ne sont pas de mêmes dimensions et elle assure leur pérennité mieux que les fédérations boiteuses.

Nous avons bien gouverné. Nous l'avons fait pendant une période difficile où sans doute nous n'avons pas tout fait à la perfection. Mais était-ce possible ? Nous aurons bientôt réussi

à atteindre un objectif qu'ont dû poursuivre bien d'autres gouvernements. Nous aurons réussi à le faire en faisant honneur au Québec, c'est-à-dire, sans humilier aucun groupe, par la concertation, de façon équitable et presque entièrement consensuelle. Nous pourrions donc disposer au cours du prochain mandat d'une marge de manœuvre qui nous permettra de donner à l'État le rôle qu'elle doit jouer pour s'assurer que la richesse est distribuée équitablement sans affecter inutilement les mécanismes économiques qui favorisent la création de la richesse.

Notre option fondamentale rejoint celle de la majorité.

Nous avons tout pour gagner si nous savons nous faire comprendre.

Je pense que par le passé, nous avons déjà relevé des défis bien plus difficiles.

Nous allons gagner !